

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME

PROCEDURES SPECIALES DU
CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

UNITED NATIONS
OFFICE OF THE UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

SPECIAL PROCEDURES OF THE
HUMAN RIGHTS COUNCIL

Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; du Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques ; de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

REFERENCE: UA G/SO 214 (67-17) Assembly & Association (2010-1) G/SO 214 (107-9) G/SO 214 (53-24)
FRA 1/2012

10 février 2012

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; de Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques ; de Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et aux résolutions 16/4, 15/21, 16/5 et 16/23 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant la situation de **M. Mourad Dhina**, ressortissant algérien, membre du mouvement d'opposition algérien Rachad dont il est l'un des membres fondateurs et directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale Alkarama pour les droits de l'homme basée à Genève.

Le mouvement Rachad a émis de nombreux appels pour un changement politique en Algérie.

Alkarama a soulevé de nombreux cas allégués de violations des droits de l'homme en Algérie au niveau international.

Selon les informations reçues:

Le 16 janvier 2012, M. Mourad Dhina a été arrêté à l'aéroport de Paris-Orly alors qu'il rentrait à Genève suite à sa participation à une séance du Conseil exécutif de Rachad dans la capitale française.

Cette arrestation serait une mise à exécution d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités algériennes en 2003. Il est allégué que la demande d'arrestation provisoire en vue de l'extradition de M. Dhina formulée par les autorités algériennes ferait suite à une manifestation pacifique organisée le 11 janvier 2012 par le mouvement Rachad devant l'ambassade d'Algérie à Paris marquant la vingtième année depuis l'annulation des résultats du premier tour des élections législatives en décembre 1991.

Le 17 janvier, la Cour d'appel de Paris a ordonné le placement en détention de M. Dhina en vue de sa possible extradition vers l'Algérie, dans la mesure où les autorités algériennes disposent de 30 jours pour fournir un dossier d'extradition.

M. Dhina serait actuellement détenu à la prison de la Santé à Paris.

Nous exprimons de sérieuses craintes pour l'intégrité physique et mentale de M. Dhina si celui-ci venait à être extradé vers son pays d'origine. Par ailleurs, nous craignons que le mandat d'arrêt international émis par les autorités algériennes contre M. Dhina et la demande subséquente d'arrestation provisoire en vue de son extradition visent à sanctionner son militantisme politique au sein du mouvement Rachad, ainsi que possiblement ses activités de défense des droits de l'homme au sein d'Alkarama.

Sans vouloir à ce stade préjuger des faits qui nous ont été soumis, nous voudrions attirer l'attention au Gouvernement de votre Excellence sur le droit à l'intégrité physique et mentale du M. Dhina. Ce droit est consacré notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention contre la torture.

Nous souhaiterions attirer l'attention au Gouvernement de votre Excellence qu'en vertu de l'article 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, « aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture. » Le Comité des droits de l'homme a indiqué dans son Observation générale No. 20 sur l'article 7 que « les Etats parties ne doivent pas exposer des individus à un risque de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en les renvoyant dans un autre pays en vertu d'une mesure d'extradition, d'expulsion ou de refoulement. » Nous souhaiterions également rappeler à votre Gouvernement que le paragraphe 9 de la Résolution de l'Assemblée Générale A/RES/61/253 « demande instamment aux États de ne pas expulser, refouler, extrader ou transférer de quelque autre façon une personne vers un autre État où il y a des raisons sérieuses de croire qu'elle risquerait d'être soumise à la torture ».

En outre, le paragraphe 6.d de la Résolution 16/23 du Conseil des Droits de l'homme exhorte les états à « ne pas expulser, refouler, extrader ou transférer de quelque autre manière que ce soit une personne vers un autre État si l'on a des raisons sérieuses de croire qu'elle risquerait d'y être soumise à la torture, et considère à cet égard que les assurances diplomatiques, lorsqu'elles interviennent, ne libèrent pas les États des obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme, du

droit international humanitaire et du droit international des réfugiés, en particulier du principe du non-refoulement ».

Concernant les motivations alléguées du mandat d'arrêt international émis par les autorités algériennes contre M. Dhina et de la demande subséquente d'arrestation provisoire en vue de son extradition, nous souhaiterions souligner les dispositions suivantes :

- L'article 19 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques qui précise que « [t]out individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » ;
- L'article 22 du même Pacte qui dispose que « [t]oute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres... » ;
- Le paragraphe premier de la résolution 15/21 du Conseil des droits de l'homme qui « demande à tous les États de respecter et protéger le droit de... libre association dont jouissent tous les individus, y compris en ce qui concerne... les personnes professant des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes, ou défendant la cause des droits de l'homme... et de tous ceux... qui cherchent à exercer ou promouvoir ce droit... » ;
- Les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et en particulier l'article 1 et 12(2) qui stipulent que « chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international » et que « l'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la présente Déclaration » .

Au vu de l'urgence du cas, nous saurions gré au Gouvernement de votre Excellence de nous fournir une réponse sur les démarches préliminaires entreprises afin de protéger les droits de M. Dhina.

Etant dans l'obligation en vertu du mandat qui nous ont été confiés de faire rapport au Conseil des droits de l'homme des cas soumis à ma regard, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants, tels qu'ils s'avèrent pertinents au regard du cas soulevé:

1. Les faits tels que relatés sont-ils exacts?
2. Une plainte a-t-elle été déposée par M. Dhina ou par un de ses représentants ?

3. Veuillez nous fournir toute information, et éventuellement tout résultat des enquêtes menées, investigations judiciaires et autres menées en relation avec les faits.
4. Veuillez indiquer quelles mesures seront prises pour s'assurer du respect des obligations contenues à l'article 3 de la Convention contre la torture.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence à chacune de ces questions soit reflétée dans le rapport qui sera remis au Conseil des droits de l'homme pour examen.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Frank La Rue
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et
d'expression

Maina Kiai
Rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques

Margaret Sekaggya
Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Juan E. Méndez
Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou
dégradants